

GAFAMAZONE

“MACRON A LIVRÉ NOTRE RÉGION À AMAZON”

Belfort, le 24 mars 2022,

A quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, le constat de l'expansion d'Amazon est accablant. **Entre le début du quinquennat Macron et aujourd'hui**, le nombre d'entrepôts en activité en France est passé de **4 à 44**. Alors que 4 régions métropolitaines possédaient un entrepôt Amazon en activité sur son sol en 2017, aujourd'hui aucune région n'est épargnée !

Face à ce constat, il est nécessaire de mettre en lumière le rôle actif du candidat Macron et de son gouvernement dans **l'explosion du nombre d'entrepôts Amazon** en France, en connaissance des destructions d'emplois et des impacts environnementaux dus au e-commerce.

Jeudi 24 mars, des habitants se mobilisent et se rassemblent pour montrer que leur région a été sacrifiée et pour pointer du doigt la responsabilité d'E. Macron.

Pendant ce quinquennat, l'objectif du gouvernement a été d'accélérer l'implantation afin de « concrétiser le message d'attractivité adressé par le président de la République aux acteurs du e-commerce ».

Pourtant, l'expansion du e-commerce est déjà responsable de la destruction de 122 400 emplois dans le commerce de détail en France depuis 2009 (solde net entre création et destruction) et la multinationale s'apprête à construire 35 entrepôts de plus d'ici 2024.

Le e-commerce, c'est aussi des impacts dramatiques sur le climat, sur la fiscalité (des collectivités notamment), sur la pollution de l'air et les nuisances routières et aériennes, et sur la précarisation des travailleurs.

Or, le Gouvernement d'Emmanuel Macron est pleinement responsable de cette immense casse sociale et environnementale. Lui et son gouvernement ont tout fait pour favoriser le développement d'Amazon en France : en divisant par deux les impôts locaux d'Amazon, en allégeant les procédures d'implantation, puis en jouissant de leur majorité à l'Assemblée Nationale pour mettre en échec les amendements de tous les groupes politiques qui proposaient d'encadrer la vente en ligne.

Emmanuel Macron est le principal artisan de l'expansion d'Amazon, multipliant les passe-droits au e-commerce au détriment des commerces physiques et des territoires, premiers sacrifiés de ce développement.

Macron et son gouvernement ont favorisé ce développement par :

- l'exonération de la moitié des impôts locaux d'Amazon depuis janvier 2021,

En effet, Amazon va bénéficier de la réduction de moitié des 3 principaux impôts locaux (CVAE, CFE et TFPB) qu'elle doit aux collectivités où elle s'implante, économisant plus de 60 millions d'euros. Ceci, alors qu'à la faveur du COVID, elle ne cesse de renforcer ses parts de marché en France, et que les commerces physiques sont au bord de la faillite.

- la simplification des autorisations environnementales pour les entrepôts facilitant leur construction (loi ASAP),

Cette disposition ne donne plus le temps de la concertation avec les premiers concernés, les citoyen.nes. C'est dans l'urgence que l'on décide, sans concertation, sans réflexion collective, avec comme seule ligne d'horizon le fantasme de la création d'emplois.

- le refus de stopper leur expansion malgré la connaissance des impacts climatiques et sociaux, lors des débats sur la Loi économie circulaire et la Loi climat (moratoire sur les entrepôts du e-commerce).

Dans cette dernière, des amendements avaient été portés de manière transpartisane afin de faire rentrer Amazon dans le droit commun du commerce et auxquels se sont pourtant associés plus de 50 députés LREM. Mais les députés LREM se sont couchés car menacés sur leur investiture lors des prochaines législatives...

Face à ce soutien affiché, **GAFAMAZONE** et tous les collectifs français en lutte veulent rendre visible la responsabilité d'E. Macron dans l'implantation exponentielle de la multinationale Amazon et le bilan catastrophique de celle-ci.

Côté EMPLOI

Dans le contexte actuel, personne n'oserait s'opposer à la création d'un millier d'emplois. Or, premièrement, ce chiffre est nettement supérieur au nombre d'emplois créés sur des sites équivalents. Deuxièmement, ce chiffre n'intègre pas l'impact sur l'emploi existant. Les études menées aux Etats Unis en France démontrent que pour chaque emploi créé par AMAZON, c'est entre 2,2 et 4,5 emplois qui sont détruits dans le seul secteur du commerce non alimentaire. Troisièmement, il s'agit pour la plupart d'emplois précaires non qualifiés qui ne

contribuent pas au développement économique pérenne d'un territoire. De plus, AMAZON a l'ambition de les réduire fortement par un investissement massif dans la robotisation comme sur son site de Bretigny-sur-Orge. AMAZON, en développant l'automatisation dans les entrepôts logistiques, cherche à se débarrasser du facteur humain.

Sur le même sujet, un rapport indépendant du cabinet Progexa concernant la politique sociale et l'emploi au sein d'Amazon France est particulièrement éloquent ! Il épingle les pratiques sociales du géant du e-commerce et critique le manque de transparence de la direction qui a levé de nombreuses contraintes face aux experts de ce cabinet. Le rapport soulève le recours élevé aux intérimaires qui peut atteindre 64% ! A cela s'ajoute un nombre d'accidents en hausse et un taux d'absentéisme record. Trois accidents du travail par jour ont été déclarés par Amazon France en 2019, chiffre largement minoré selon les représentants syndicaux. En matière d'absentéisme, le rapport pointe des taux qui dépassent les seuils d'alerte et qui s'élèvent à plus de 10% sur certains sites. Ce qui induit pour les effectifs encore présents le recours de plus en plus important aux heures supplémentaires et la multiplication du travail de nuit. Il est évoqué encore dans ce rapport un taux de rotation conséquent car les départs de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) augmentent chaque année. 50 % de l'effectif interne de 2016 a quitté l'entreprise dans les deux années suivantes ! Au regard de ces éléments, tout laisse penser que les conditions de travail sont particulièrement dégradées au sein d'Amazon.

Côté CLIMAT

Pour contenir le réchauffement climatique à +1,5°C degré à la fin du siècle, il faudrait réduire par 3 les émissions des secteurs les plus polluants tels que le textile (8% des émissions mondiales) et l'électronique (3ème source d'émission importée de la France) d'ici 2050, car la fabrication et le transport des produits textiles et électroniques représentent près du quart des émissions de gaz à effet de serre (GES) importées en France.

Amazon, à lui seul délivre déjà plus d'1 milliard de produits par an en France et se place comme le premier distributeur d'appareils électroniques et textile en France, soit le premier pollueur de ce secteur. Les abonnements Prime Amazon comme le dumping sur les prix que pratique Amazon force à la consommation effrénée. Les importations de centaines de millions de produits, la destruction des produits retournés, leur transport par avion en expansion, l'explosion du trafic routier, l'artificialisation des sols, mais aussi les gigantesques serveurs font d'Amazon une multinationale aux projets dévastateurs pour le climat et l'environnement.

Côté FISCALITÉ

A cela s'ajoute l'optimisation fiscale qu'Amazon mène en sous-évaluant son bénéfice. 57 % du chiffre d'affaire réalisé en France échappe à l'impôt grâce à des montages juridiques complexes et grâce à son siège européen installé dans un paradis fiscal, le Luxembourg. Avec la fraude massive à la TVA (1 milliards d'€ / An), le déficit est colossal pour l'Etat français et la concurrence particulièrement déloyale avec les commerces et les entreprises françaises. Le Ministère de l'économie et des finances estime que 98% des vendeurs tiers de la place de marché d'AMAZON fraudent la TVA. Cette fraude est une violation des règles en matière de fiscalité que nos commerces locaux, eux, respectent. Elle constitue un manque à gagner pour les finances publiques et en rajoutant la diminution des impôts locaux, c'est un coup énorme porté aux services publics et à nos collectivités. Mais aussi, il s'agit d'une opération de dumping qui engendre une concurrence déloyale aggravée par le contexte de crise sanitaire et le report des achats sur le e-commerce. Dans le même temps, Etat et collectivités locales, mobilisent des fonds publics pour revitaliser les centres-villes ! **Nouvel objectif d'AMAZON : S'attaquer au commerce alimentaire. C'est la fragilisation de nos territoires qui est en jeu alors que les inégalités explosent et que le pouvoir d'achat des Français-es ne fait que baisser.**

Côté ENVIRONNEMENT ET SECURITE DES RIVERAINS : Un entrepôt de e-commerce artificialise en moyenne 3 fois plus d'espace qu'une zone commerciale. Artificialisation des sols, suppression de 12 hectares de zone humide, pollution, accroissement du fret aérien, destruction de la biodiversité, ne pourront être compensés par la création de nouvelles zones humides avec de l'argent public. **Le trafic routier va exploser !** De quelques dizaine de poids lourds et une centaine de camionnettes par jour pour le plus petit des entrepôts avec leur lot de désagréments, ce sont 585 poids lourds et 2600 véhicules par jour qui sont annoncés pour le deuxième entrepôt ! Quel sera le prix écologique et environnemental pour satisfaire la surconsommation ?

Le collectif GAFAMAZONE entend dénoncer la responsabilité du candidat Macron dans l'expansion destructrice de la multinationale AMAZON. Alors que notre département a déjà subi l'ultra libéralisme de Macron, artisan de la vente du secteur énergie d'Alstom à Général Electric avec tout le succès qu'on lui connaît aujourd'hui, nous protestons contre cette nouvelle dérive catastrophique pour notre région. Nous protestons également contre nos responsables politiques locaux qui, incapable de prendre leçon de l'affaire GE, reproduisent les mêmes erreurs. GAFAMAZONE continuera à se battre et notre combat se fera aussi par les urnes !

Contact presse :

- Etienne Coubard, chargé de mobilisation aux Amis de la Terre France, +33 6 35 47 11 02

- Karel TRAPP, porte-parole Gafamazone, +33 6 60 64 08 45

Notes aux rédactions

Avant 2017 – 4 entrepôts : Montélimar, Sevrey, Saran, Lauwin-Planque 1

Entre 2017 et aujourd'hui – 44 entrepôts : Saint-Priest, Satolas-et-Bonce, Lyon, Annecy/ Seynod, Fontaine 1, Gidy, Artenay, Ormes, Strasbourg, Augny, Woippy, Lauwin-Planque 2, Boves, Sainghin-en-Mélantois, Senlis, Avion (proche Lens), Gauchy, Bonneuil-sur-Marne, Le Blanc-Mesnil, Paris 18è, Châtres-en-Brie, Moissy Cramayel, Villiers-Sur-Marne, Vélizy-Villacoublay, Osny, Survilliers, Gennevilliers, Brétigny-sur-Orge, Noisy-Le-Grand, Beauchamp 1, Saint-Etienne-du-Rouvray, Moulton, Morlaàs, Toulouse 1 et 2, Frontignan, Carquefou, Bouc-Bel-Air , Nice, Carros

En cours et en prospection - 14 entrepôts : Lyon St-Exupéry, Fontaine 2, Longvic, Briec, Calais, Brebières, Beauchamp 2 et 3, Saint-Quentin, Rouen, Perpignan, Orange, Pays-de-la-Loire, Montpellier.